



## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES

## **Solidarités - Convention relative aux modalités d'accès aux données de la cartographie nationale de l'occupation du parc locatif social - Autorisation de signature**

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

La Loi Egalité Citoyenneté a élargi la finalité de l'enquête Occupation du Parc Social (OPS) afin que ces données puissent être mobilisés par les collectivités dans le cadre de la mise en œuvre de leur politique locale de l'habitat. Pour cela, le Groupement d'Intérêt Public (GIP) Système National d'Enregistrement (SNE), en partenariat avec l'Union Sociale pour l'Habitat (USH), ont créé une application reprenant des indicateurs statistiques cartographiés relatifs à l'occupation sociale du parc (données OPS) et aux caractéristiques des logements (données du Répertoire du Parc Locatif Social - RPLS).

Cette cartographie doit permettre un meilleur pilotage des attributions de logements sociaux et une meilleure répartition de l'offre de logements sociaux. Elle se veut ainsi être un outil au service des politiques d'attribution et de mixité, en mettant à disposition des collectivités les données dont elles peuvent avoir besoin pour définir leurs stratégies de peuplement.

Les données consultables et éventuellement téléchargeables par cette application sont des données anonymisées à caractère personnel. Le recueil, le transfert et l'exploitation des données sont soumis au respect des règles mentionnées dans la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. L'utilisateur du portail de cartographie et de ses données est astreint au secret professionnel et a une obligation de confidentialité.

Ainsi, pour avoir accès aux données de la cartographie nationale de l'occupation du parc social, les EPCI doivent signer une convention avec le GIP SNE et l'Occitanie Méditerranée Habitat (OMH - association régionale HLM).

Après signature de cette convention, les communes qui souhaitent avoir accès aux données du portail de cartographie pourront en faire la demande auprès de la Métropole. Pour ce faire, chaque commune devra adopter une délibération demandant cet accès.

Un administrateur local sera désigné au sein de la Métropole et aura pour mission de valider les comptes d'accès des agents de la Métropole et des communes.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver le projet de convention relative aux modalités d'accès aux données de la cartographie nationale de l'occupation du parc social à intervenir entre le GIP SNE, l'OMH et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 90 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-146745-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention carto occupation 3M-OMH-SNE.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.